



PROVINCE DE HAINAUT – VILLE DE TOURNAI
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS
DU COLLÈGE COMMUNAL

SEANCE DU 14 NOVEMBRE 2019

PRESENTS : M. Paul-Olivier DELANNOIS, bourgmestre.
Mme Coralie LADAVID, première échevine.
M. Vincent BRAECKELAERE, M. Philippe ROBERT, Mme Caroline MITRI, M. Jean-François LETULLE, Mme Sylvie LIÉTAR, Mme Laurence BARBAIX échevins.
Mme Laetitia LIÉNARD, présidente du centre public d'action sociale (CPAS).

M. Paul-Valéry SENELLE, directeur général faisant fonction.
M. Nicolas DESABLIN, directeur général adjoint faisant fonction.
M. Thierry LESPLINGART assiste à la séance en qualité d'expert.
M. Samuel QUIÉVY assiste à la séance en qualité d'expert.

Monsieur le Bourgmestre préside la séance.

S05C/20191114-90

LE COLLÈGE COMMUNAL,

Vu la décision du conseil communal du 28 janvier 2019 de s'engager dans l'élaboration d'un nouveau programme communal de développement rural suivant les dispositions du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural;

Considérant pour rappel qu'une opération de développement rural est un processus participatif, mené par une commune, au service du milieu rural;

Considérant que par ce processus, les mandataires, la population, les associations, les acteurs économiques, sociaux, culturels et environnementaux élaborent et mettent en œuvre une stratégie pour leur territoire;

Considérant que cette stratégie se base sur un diagnostic partagé et s'inscrit dans une démarche de développement durable au sens du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable;

Considérant que ce document de programmation stratégique doit être élaboré en cohérence avec les autres outils stratégiques communaux;

Considérant que l'ensemble du processus d'élaboration d'un programme communal de développement rural (PCDR) aboutit à un ensemble coordonné d'actions et de projets de développement global et intégré, dans le respect des caractères propres de la commune avec pour but l'amélioration des conditions de vie des habitants aux points de vue économique, social, environnemental et culturel;

Considérant que l'opération concerne l'ensemble du territoire;

Considérant que, par son engagement en développement rural, la Ville s'inscrit dans le développement durable tel que défini par le décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable, à savoir l'efficience, la résilience et la suffisance;

Considérant que la Ville doit intégrer dans sa démarche :

- la préservation des générations futures
- l'intégration harmonieuse des enjeux économiques, sociaux, culturels, environnementaux, énergétiques et de mobilité
- la participation la plus large des acteurs
- la mise en cohérence des politiques sectorielles dans un projet de territoire et une meilleure articulation entre les acteurs de terrain actifs en matière de développement rural
- la solidarité avec les autres territoires
- l'évaluation permanente;

Considérant que les subventions allouées par le gouvernement wallon portent, dans la limite des crédits budgétaires, pour les programmes approuvés par le gouvernement wallon, sur des investissements corporels et incorporels pour :

- la promotion, la création et le soutien de l'emploi ou d'activités économiques dont les ateliers ruraux
- l'amélioration et la création de services et d'équipement à l'usage de la population
- la rénovation, la création et la promotion de l'habitat
- l'aménagement et la création d'espaces publics, de maisons de village et d'autres lieux d'accueil, d'information, de rencontre, de maisons rurales et de maisons multiservices
- la protection, l'amélioration et la mise en valeur du cadre de vie en ce compris le patrimoine bâti et naturel
- l'aménagement et la création de voiries et de moyens de transport et communication d'intérêt communal
- la réalisation d'opérations foncières
- l'aménagement et la rénovation d'infrastructures et des équipements visant le développement touristique, l'énergie ou la cohésion sociale;

Considérant qu'un projet réalisé par au moins deux communes en association disposant d'un Programme communal de développement rural (PCDR) en cours de validité peut faire l'objet d'une subvention pour autant qu'il respecte la stratégie de développement définie dans les programmes des communes concernées;

Considérant que toute commune menant une opération de développement rural doit assurer la participation de toute la population, par le biais :

- de séances d'information et de consultation assurées par au minimum une réunion dans chaque village, ainsi qu'une réunion commune proposée à l'ensemble des associations ayant leur siège ou étant active dans la commune
- de séances de concertation et de coproduction par le biais de groupes de travail de la commission locale de développement rural préalablement constituée;

Considérant le contenu du Programme communal de développement rural (PCDR) organisé en six parties, à savoir :

1° une analyse des caractéristiques de la commune

2° les résultats de la participation de la population

3° la rédaction d'un diagnostic partagé résultant de la confrontation des 1° et 2° et l'élaboration d'une vision synthétique du développement rural souhaité à un horizon de dix ans

4° la stratégie de développement énoncée sous forme d'objectifs spécifiques à la commune

5° les projets visant à atteindre les objectifs

6° un tableau récapitulatif détaillant les différents projets, la planification temporelle, les intervenants financiers et les objectifs poursuivis;

Considérant qu'en séance du 26 juillet 2019, le collège communal a désigné l'Agence intercommunale de développement (IDETA), comme auteur de projet pour la rédaction de l'avant-projet de Programme communal de développement rural (PCDR) et pour assistance à maîtrise d'ouvrage pour assurer la participation citoyenne;

Considérant le planning prévisionnel d'élaboration du programme établi par l'intercommunale et joint en annexe de la décision;

Étant attendu que le Programme communal de développement rural (PCDR) est un document de programmation de projets transversaux élaborés en cohérence avec les autres outils stratégiques communaux, il y a lieu d'inviter les gestionnaires de ces différents outils pour garantir la transversalité du projet;

Considérant qu'il est proposé de mettre en place un comité d'accompagnement chargé d'assurer le suivi de l'élaboration de l'avant-projet de programme;

DÉCIDE :

1. de constituer un comité d'accompagnement chargé du suivi de l'élaboration de l'avant-projet de Programme communal de développement rural (PCDR) composé comme suit :

- échevine responsable : Mme Caroline MITRI, échevine du développement rural.
- M. l'Echevin Philippe ROBERT
- division développement et gestion du territoire : Mme Nabila CHARARA, cheffe de division f.f. ou son délégué
- service environnement et développement rural : M. Benjamin MISSIAEN, coordinateur

- service environnement et développement rural : M. Didier HOUSSIERE, secrétariat
- SAIS : M. Maxime WALLEZ, coordinateur du plan de cohésion sociale (PCS)
- service mobilité : Mme Christine BERNARD, responsable du service
- service des sports : M. Jawad LAWRIZY, chef de division f.f.
- office du tourisme : Mme Éva DEMEULEMEESTER, responsable de la division tourisme, culture et fêtes publiques
- service patrimoine et occupation du domaine public : Mme Stéphanie LIETAR, cheffe de division
- un représentant du parc naturel des plaines de l'Escaut
- un représentant du contrat de rivières Escaut-Lys
- un représentant du Centre public d'action sociale (CPAS)
- un représentant de la police;

2. de permettre à d'autres personnes-ressources d'y participer sur invitation du collège communal en fonction des thématiques fixées à l'ordre du jour de la séance;

3. de fixer la première réunion du Comité d'accompagnement le **mardi 17 décembre 2019, à 9 heures 30**, à la salle du conseil de l'Hôtel de Ville de Tournai avec pour ordre du jour :

- présentation du processus d'élaboration du programme, méthodologie et planning prévisionnel
- inventaire des données diagnostic.

M. l'Echevin Philippe ROBERT quitte définitivement la séance.

Ainsi fait en séance les jour, mois et an que dessus.

Par le Collège Communal,
Le Directeur général faisant fonction,

(s)Paul-Valéry SENELLE

Le Bourgmestre,

(s)Paul-Olivier DELANNOIS